



SIGNEZ ET FAITES SIGNER LA PÉTITION **FO** EN LIGNE

Signer la
pétition
FO

- ✗ Le droit au retour (affectation des promus contrôleurs dans leur département d'origine) ;
- ✗ deux véritables mouvements de mutation annuels : [ici](#)

BRAQUAGE À GUÉMENÉ

Le Directeur général s'est déplacé pour échanger avec les agents et le Chef de Poste, notamment sur le thème de la sécurité.

Rappelons que le thème de la sécurité fait l'objet de groupes de travail au niveau national. Le 5 juin a eu lieu le premier groupe dédié à la mission contrôle fiscal. D'autres doivent se tenir sous peu.

Le DG a profité de son passage dans le 44 pour visiter également Blain et Nort sur Erdre.

Il doit revenir pour une visite dans le cadre de ses déplacements dans les départements le 23 octobre prochain.

SUPPRESSIONS D'EMPLOIS ET RÉDUCTIONS BUDÉTAIRES EN 2013

La DGFIP, frappée en plein cœur de la République

L'annonce du projet de loi de finances pour 2013 a confirmé les craintes exprimées par les OS de la DGFIP depuis plusieurs semaines.

Une nouvelle fois, la Direction Générale des Finances Publiques subira des suppressions d'emplois publics alors que les limites du supportable sont atteintes et même dépassées dans de nombreuses unités de travail.

La suppression programmée de 2023 équivalents temps plein s'inscrit dans la suite de la politique de suppressions d'emplois qu'a connue cette administration depuis sa création, sans qu'à aucun moment la question sur l'adéquation des moyens humains aux charges de travail ne soit posée.

Au-delà, elle relève toujours du principe d'exemplarité qui a justifié depuis plus d'une décennie les suppressions d'emplois dans les anciennes directions générales fusionnées aujourd'hui dans la DGFIP. (...)

Les OS appellent les agents à participer massivement aux heures mensuelles d'informations et aux actions unitaires proposées dans le but d'ouvrir de réelles négociations sur la plate-forme revendicative du 2 février.

Extrait du communiqué de l'intersyndicale DGFIP
(voir l'intégralité [ici](#))

SUPPRESSIONS ÇA RECOMMENCE !

Le projet de loi de finances 2013 prévoit 2.353 nouvelles suppressions d'emplois pour le Ministère de l'Économie et des finances, qui viennent s'ajouter aux plus de 22.000 subies ces dix dernières années.



FO dénonce avec fermeté la poursuite de cette politique qui se concrétise par le non remplacement de trois agents sur quatre partant à la retraite.

Ce projet de budget aura pour conséquence une détérioration aggravée des conditions de travail dans les services économique et financier et en conséquence du service rendu aux usagers.

En cette période de crise économique, où l'Etat souhaite résorber les déficits publics, **FO** condamne une politique budgétaire qui grève les moyens humains, mais aussi de fonctionnement (-4,6%), des directions de Bercy.

Ces suppressions d'emplois signifient également de nouvelles restructurations, aboutissant au final à la fermeture de services publics économique et financier, en particulier en milieu rural et périurbain.

Pour **FO**, la priorisation des missions du Ministère de l'Économie et des Finances doit être une absolue nécessité pour une lutte efficace contre les fraudes fiscales, économiques et industrielles.

Communiqué **FO** FINANCES



Suite de la HMI cambronne

Suite à la HMI du jeudi 4 octobre à la demande des agents des SIP nantais et de l'accueil Jules Verne, le DRFiP44 a proposé de rencontrer initialement les OS. Puis dans un second temps seulement, les agents en présence des OS.

Lors de l'AG du jeudi 11/10, les agents ont exprimé leur désaccord. Ils ont souhaité rencontrer la direction locale en présence de l'Intersyndicale dès ce lundi pour exprimer leur difficultés à appliquer la note de service. Souhait exaucé.

Projet de loi de finance 2013 : Les fonctionnaires toujours « variables d'ajustement »

Selon le [journal du Net du 10 octobre 2012](#), LINAGORA a remporté le plus gros marché public Open Source de la DGFIP et donc du ministère de l'Économie et des Finances, pour une durée de 4 ans et pour un montant minimum de 15 millions d'euros.

Ce marché concerne le "Support à l'usage des logiciels libres" et couvre plus de 260 logiciels définis (avec un périmètre toutefois évolutif) : Drupal, Open LDAP, LemonLDAP, Debian, Ubuntu, CentOS, OBM, Tomcat, PostgreSQL, Apache, Nagios, Cacti, LibreOffice, PHP, Firefox, Thunderbird...

Si cette hypothèse de sous-traitance de la maintenance de ces logiciels libres a bien été évoquée par l'Administration au cours des groupes de travail relatif au projet de Plan Stratégique Informatique (P.S.I.), il est à noter qu'aucun passage de ce texte en CTR ne semble plus à l'ordre du jour, ce qui n'empêche apparemment pas sa mise en œuvre.